Communication présentée au VII Congrès Mondial de Sociologie Rurale
"Sécurité Alimentaire et Développement Rural".
Bologne, 26 juin-2 juillet 1988.

Session 14 : Changing Food Habits.

Workshop 3 : Crisis of Subsistance Production, Growing Food Insecurity and effects of Food Aid.

L'AIDE ALIMENTAIRE AU PEROU : REFUS ET ACCEPTATION DANS UNE COMMUNAUTE PAYSANNE DES ANDES

Leticia DELGADO (*)

(*) Allocataire de Recherche ORSTOM. (Projet P.A.E.C. - Département M.A.A.). Centre ORSTOM-Montpellier, Laboratoire d'Etudes Agraires.

ORSTOM Fonds Documentaire
N° : 25 673 ex1
Cote : B
18 NOV. 1988

L'AIDE ALIMENTAIRE AU PEROU : REFUS ET ACCEPTATION DANS UNE COMMUNAUTE PAYSANNE DES ANDES

Leticia Delgado

Abstract.

A study of food system was carried out in several peasants communities in the high basin of Cañete (western slope of central Andes, Péru) in 1986-87.

The analysis of Food Aid intervention was achieved in the community of Huantan : on the one hand, from interviews and participative observation with 11 families selected as case studies ; on the other hand, from interviews with the authorities of the concerned Food Aid institutions, and from official documents.

This study allowed to show : first, the interplay of anatagonistic ideologies, the State and Private institutions having different logics opposed to the one of Huantan peasants ; then, in Huantan itself, the differences in the families perception, attitude, and behaviour towards food aid and the food received.

The following conclusions can be drawn. Within the same social group, and in a global cultural refusal context :

- the socio-economical status of the families, as well as their degree of modernisation, play a part in the acceptance or the refusal of food aid;
- the principle of aid itself is not refused. The negative connotations rather turn on the institutions and on the food and its origin ;
- finally, for some type of food, the refusal expressions do not occur if the food-individual interplay moves out of the Food Aid context to the one of marketing or familial aid.

Résumé.

Dans les communautés paysannes du Haut Bassin du Cañete (versant occidental des Andes Centrales, Perou), nous avons réalisé une étude du système alimentaire, dans la période 1986-87.

L'analyse de l'intervention de l'Aide Alimentaire a été réalisée dans la communauté de Huantan : d'une part, à partir de 11 unités domestiques (U.D.) choisies comme étude de cas, suivies à partir d'entretiens et d'observation participative; d'autre part, à partir d'entretiens avec les autorités des organismes de l'Aide Alimentaire concernés et d'une documentation officielle.

Cette étude essaie de montrer : d'une part, l'interaction d'ideologies antagoniques, l'Etat et les organismes privés ayant des logiques différentes mais de toutes façons opposées à celle des paysans de Huantan; d'autre part, à Huantan, les différences dans la perception, les attitudes et les comportements des U.D. vis à vis de l'aide alimentaire et des aliments reçus.

On arrive ainsi aux conclusions suivantes. A l'intérieur du même groupe, et dans un contexte de refus culturel global :

- la situation socio-économique des U.D., ainsi qu'un certain degré de modernisation interviennent dans l'acceptation ou le refus de l'aide alimentaire.
- ce n'est pas le principe de l'aide qui est refusé. Les connotations négatives portent notamment sur les institutions et sur les aliments et leur origine.
- enfin, pour certains aliments, les expressions de refus n'ont pas lieu lorsque l'interaction individu-aliment se déplace hors du contexte Aide Alimentaire et se place dans celui de la commercialisation ou de l'aide familiale.

INTRODUCTION

L'ensemble de valeurs conférées à la nourriture prend une part essentielle et déterminante dans les dispositions qu'ont les individus ou les groupes d'individus à son égard. Ces dispositions s'extériorisent dans les comportements alimentaires, depuis la sélection des aliments destinés à être consommés, jusqu'aux qualités conférées subjectivement à la nourriture et aux quantités demandées pour la consommation. Ces comportements alimentaires s'expriment, à travers des registres très vastes, en termes d'acceptation (tendances, inclinations, propensions, penchants, attraits, goûts, appétits) ou au contraire, en termes de refus (répugnances, dégoûts, aversions, mépris, répulsions ou même d'horreur) (Brunault, 1981).

Par les diverses expressions d'acceptation ou de refus des aliments, les groupes sociaux caractérisent leur style alimentaire, se reconnaissent en tant que membres d'un groupe, et se différencient (se situent) par rapport aux autres groupes ou individus.

Les expressions de refus et d'acceptation ici étudiées se placent dans un cadre précis : l'aide alimentaire apportée par des agents sociaux collectifs (institutions gouvernementales et non-gouvernementales), dans la modalité *food for work*, sur une communauté paysanne des Andes Péruviennes, dont le mode de vie et le système alimentaire connaissent une évolution rapide depuis quelques années ([1]).

Dans le contexte d'un discours de refus généralisé à l'égard des aliments provenant de l'Aide Alimentaire (A.A.), des différenciations apparaissent entre, d'une part, la notion de l'aide, et d'autre part, la perception des aliments reçus et leur utilisation effective. L'étude de la dimension sociologique de ces attitudes et comportements différenciés, repose principalement sur des entretiens et sur l'observation participative, effectués pendant l'année 86/87 sur 11 Unités Domestiques (U.D.) de la communauté de Huantan, choisies comme études de cas. Ces U.D. correspondent aux différentes expressions des rationalités paysannes pour la gestion des ressources alimentaires; elles ont été rassemblées autour du critère principal de "cycle de l'U.D.". Ainsi, les logiques seront

(1) Ce travail s'inscrit dans une recherche plus large sur le rôle de l'alimentation dans les rapports sociaux dans les communautés paysannes du Haut Bassin du Cañete. (Thèse Nouveau Doctorat, en préparation).

différentes selon que l'U.D. traverse la 1ère, la 2ème ou la 3ème étape dans sa formation, correspondant aux rationalités d'installation/accumulation, de consolidation/expansion, et de régression/restriction respectivement.

D'autre part, l'étude des aspects propres aux institutions donatrices (objectifs, programmes, rations assignées), s'est basée principalement sur des documents des organismes intervenants à Huantan, et des entretiens avec leurs responsables.

On envisagera successivement l'action de l'AA et la perception des aliments par la population paysanne, dans la perspective des changements de son style alimentaire et des questions qu'ils soulèvent.

LE CADRE DE L'ACTION.

Les U.D. des zones rurales des Andes, qui représentent 30% du total du pays (Figueroa, 1981), sont considérées comme le groupe social le plus défavorisé par les changements du modèle de consommation au niveau national, survenus suite à une politique favorable aux importations au détriment de la production andine (Amat y Leon,1981 ; Lajo, 1986).

Pour faire face aux besoins crées par la société moderne (études, voyages, santé, vêtements, intrants) les U.D. paysannes consacrent une place de plus en plus importante, dans leurs ressources productives, aux produits les mieux adaptés au marché. Cependant, si les ressources productives ne peuvent pas être adaptées aux nouveaux besoins, les U.D. essaieront de s'articuler au marché, dans la recherche d'un revenu monétaire, à travers d'autres secteurs économiques, y compris par la migration. Il en résulte qu'elles sont transformées de productrices en consommatrices.

Pour l'Etat, elles représentent un des groupes vulnérables à faible revenu, prioritaires dans l'action du Programme Alimentaire National, et bénéficiaires des programmes d'Aide Alimentaire (P.A.N., 1986).

HUANTAN, UN SYSTEME ALIMENTAIRE EN EVOLUTION.

La situation qu'on observe actuellement à Huantan reflète les changements apparus dans la vie des communautés du Haut Bassin du Cañete notamment à partir des années 40, lorsque l'axe routier Cañete-Yauyos-Huancayo a été construit (Velasquez, 1985), reliant ainsi la Côte au coeur des Andes.

Comme résultat du processus historique dans la zone, les habitants des communautés se sont situés dans diverses zones de production, en se spécialisant dans les activités qui offrent des meilleures possibilités de développement, pas seulement du point de vue de la consommation, mais principalement d'articulation avec le marché. Le processus de différenciation paysanne -qui était latent dans les communautés du Bassin- est impulsé par l' articulation au marché (de la Cadena, 1981).

Huantan, (et la plupart des communautés du Haut Bassin), se consacre à l'agriculture irriguée et pluviale et à l'élevage semi-nomade de bétail caprin et bovin. Elle garde un contact étroit, notamment à travers le troc, avec les habitants des communautés situées dans les Hauts Plateaux, qui se consacrent à l'élevage extensif d'ovins et des camélidés andins, et avec les habitants de communautés de la zone *yunga* (entre 1000 et 2000 d'altitude), qui se consacrent aux cultures fruitières aux fins commerciaux. Cette complémentarité ou "contrôle vertical d'étages écologiques" (Murra, 1975), permet, outre la diversification de l'alimentation, le maintien d'un style alimentaire approprié au mode de vie de la zone.

Du fait d'une articulation accrue avec la société globale et avec le marché, certains produits du système alimentaire de Huantan ont trouvé un débouché marchand : le fromage et la pomme de terre. Ceci a impliqué, entre autres, des transformations dans le système productif et des changements dans les rapports intra et extra communautaires, dûs à l'apparition des revenus monétaires plus importants. Mais cette articulation, insérée dans une réalité complexe, se traduit dans la plupart des cas par un processus de détérioration et d'appauvrissement des ressources de l'U.D., et par sa marginalisation économique et sociale.

STYLES ET PRATIQUES ALIMENTAIRES A HUANTAN.

Huantan contrôle un vaste territoire, étagé entre 3200 et 4500 m d'altitude approximativement, formé de zones consacrées au pâturage et de pentes aménagées en terrasses consacrées aux cultures pluviales et aux cultures irriguées. Comme dans les autres communautés du Bassin, la terre appartient à la communauté et elle est travaillée en usufruit par les U.D. membres. Pour les 130 U.D. qui résident de façon permanente à Huantan, l'activité principale est l'agriculture, dont elles tirent leur nourriture de base : du secteur pluvial elles se procurent diverses variétés traditionnelles (les plus appréciées), de pomme de terre, d'autres tubercules andins -*oca, olluco* ([2])- et de l'orge; la production vivrière en secteur irrigué comprend principalement blé, maïs, fèves, et pomme de terre à semences améliorées. Les U.D. destinent leur production agricole à leur consommation (à l'exception de faibles quantités destinées au troc). Mais depuis 1984, un nombre croissant d'U.D. tire un revenu de la vente de la pomme de terre cultivée sous irrigation.

La plupart d'entre elles possèdent en outre du bétail caprin et/ou bovin, dont elles tirent principalement du lait et du fromage, pour la consommation et pour la vente, et occasionnellement de la viande.

L'autoconsommation couvre une grande partie de l'alimentation. Mais l'achat est aussi une pratique couramment utilisée par les U.D., soit entre elles pour s'approvisionner en viande et en d'autres produits locaux, soit chez les commerçants communaux ou auprès des négociants qui desservent périodiquement la communauté en camion, pour acheter sel, sucre, huile, farine de blé, pâtes, riz, etc. Le troc, tout en restant une pratique traditionnelle très répandue, est quantitativement moins importante que l'autoconsommation et l'achat.

Pratiques et aliments traditionnels font partie de l'activité quotidienne et de fêtes, en intervenant dans les relations andines ancestrales (rétribution de services, aide mutuelle ou *turnas*, rétribution du travail par la nourriture ou *minga*) ainsi que dans des rapports plus modernes (contrat de main d'ouvre journalière ou *peón*).

Le travail de transformation de la nature a fin d'obtenir la nourriture, dépasse le cadre d'une activité agricole aux buts reproductifs. Il est au même temps élément de cohésion familiale et sociale qui permet la reproduction biologique et idéologique du groupe. Ainsi, une U.D. ne décide pas son stratégie productive seulement en fonction de ses besoins de consommation, mais en fonction d'un ensemble des rôles que joueront ces produits (dans les rapports de parenté, de voisinage, de production),

(2) oca : Oxalis tuberosa.
olluco : Ollucus tuberosus.

lesquels renvoient aux valeurs du groupe, valeurs qu'il faut entretenir et développer faute de quoi la place et le rôle de l'U.D. dans la communauté peuvent être remis en cause.

Les aliments répondent à ces valeurs selon une hiérarchie basée sur des éléments traditionnels auxquels s'ajoutent actuellement d'autres éléments d'introduction plus récente. Ainsi, par exemple, quelques aliments ont une haute valeur idéologique, notamment les tubercules pluviaux et le maïs (sur lesquels on n'utilise pas des engrais chimiques ni de la technologie moderne). Ils sont porteurs de l'image de **nourriture** , et considérés essentiels dans les rétributions de services intracommunautaires. Par contre, le fromage et tout récemment la pomme de terre irriguée, portent des valeurs plus "modernes", à partir du fait qu'ils permettent une articulation avec le marché, et à travers elle, une certaine valorisation sociale à l'intérieur de la communauté, plus large que la probable accumulation d'un capital. De plus, le fromage est porteur de l'image de savoir faire technique communal, et dans ce sens, il intervient dans les rapports de réciprocité avec l'extérieur de la communauté.

D'ailleurs, la différenciation qu'effectuent les huantaïnos entre "ceux qui ont beaucoup" et "ceux qui ont très peu" est assez illustratrice de leurs rapports avec la nourriture. Les premiers sont différenciés d'après l'importance de la production à débouché marchand (bétail et fromage notamment). Les seconds sont divisés entre : en haut de l'échelle, ceux qui sont pris entre le besoin économique et le besoin social, lesquels peuvent se voir obligés, à un moment ou à un autre de l'année, à prélever de la nourriture "de la part familiale", au détriment de l'autoconsommation et des pratiques sociales, à fin de couvrir des nécessités économiques; en bas de l'échelle, ceux qui pour se nourrir doivent faire appel à l'aide familiale ou à la *minga*.

Avant de présenter les différentes attitudes qu'ont chaqu'un de ces groupes face à l'AA, on présentera de manière succincte le cadre operationnel des agents sociaux collectifs concernés par cette étude.

ETAT, PROGRAMME ALIMENTAIRE NATIONAL ET ORGANISMES D'AIDE ALIMENTAIRE.

En 1986, un Programme Alimentaire National est mis en place au Pérou; ses objectifs sont : à long terme, l'indépendance alimentaire, et à court terme, couvrir les besoins alimentaires des populations vulnérables

et à faible revenu. La population paysanne des Andes a été déclarée prioritaire, et parmi elle, celle du Haut Bassin du Cañete, Prov. de Yauyos.

Pour aboutir au premier objectif, l'Etat déclare une volonté de réorientation du modèle de consommation alimentaire, fortement influencé par les produits d'importation. Or, pour le deuxième objectif il intègre les programmes d'AA, exécutés par des organismes d'Etat (ONAA) ou par des organismes non-gouvernementaux (CARITAS, OFASA, SEPAS) ([3]). Ces organismes sont approvisionnés par l'excédent alimentaire des divers pays industrialisés (principalement les Etats Unis) (Griffin, 1978 ; FAO, 1983, 1987), quelques produits faisant partie de cet excédant étant très éloignés du modèle alimentaire que le PAN déclare vouloir mettre en oeuvre à long terme.

C'est le cas du blé, dont le coefficient de dépendance alimentaire en 1986 est de 90.8 (Lajo, 1987) et qui compose à 93.5% les dons de céréales à titre de l'AA reçue en 1985/86 (FAO, 1987). Le blé est le principal composant des rations assignés par les organismes d'AA aux communautés paysannes dans les programmes *food for work*. Dans la ration assignée par l'ONAA à Huantan en 1979, le blé composait 60% des céréales ; en 1987, il totalisait 100% des céréales, au détriment de la farine de maïs.

Ces organismes se déclarent "voués à l'aide au développement socio-économique", et ils utilisent depuis 1979 la modalité *food for work*.

Les deux principaux organismes non-gouvernementaux qui ont travaillé à Huantan, sont OFASA et CARITAS.

OFASA distribue des aliments provenant dans une large mesure des dons des Etats Unis, acheminés par l'intermédiaire de l'AID ou de l'Eglise Adventiste des USA. Ses actions sont traditionnellement du type assistanat (dons de médicaments, de vêtements,...) mais elle adhère à la modalité *food for work* depuis 1979. Les programmes sont complementés par des cours d'utilisation des aliments reçus, seulement pour la population des aires urbaines. L'éducation en hygiène alimentaire n'est pas inclue.

CARITAS est un partenaire local du Church World Service, qui assure le contact et l'acheminement, à travers des intermédiaires, des vivres provenants des USA, de la CEE, et de dons d'autres organismes similaires. Il a été un des premiers organismes au Pérou à mettre en oeuvre

---

(3) ONAA : Oficina Nacional de Apoyo Alimentario.
CARITAS : Organisacion de Obispos Catolicos, membre de la Confedération Internationale des Organisations Catholiques d'Action Caritative et Sociale.
SEPAS : Servicio Evangélico Peruano de Asistencia Social.
OFASA : Obra Filantropica Social Adventista.

la modalité *food for work*. Les programmes réalisés à Yauyos appartiennent au Diocèse de Cañete, sous responsabilité d'une autorité religieuse.

Depuis 6 ans, son objectif principal est "de stimuler la production locale d'aliments". A Huantan, CARITAS est coordonné avec l'Instituto Rural Valle Grande, qui a mis en oeuvre en 1984 le programme de production de pomme de terre de semence améliorée.

L'organisme d'Etat, l'ONAA, à été créé à l'origine pour cordonner les actions d'AA des organismes non-gouvernementaux, et pour centraliser l'information. Mais au fait, les actions ne sont pas coordonnées (sauf pour les cas d'urgence ou de Sécurité Alimentaire), et chaqu'un d'entre eux à "sa population à charge, sa région de travail".

Néanmoins, ils ne sont pas totalement libres dans leurs action, un contrôle est établi par l'Etat, en amont comme en aval.

Même si la quantité et le type d'aliments envoyés au Pérou sont déterminés par les pays donateurs, le Ministère de la Santé contrôle le type et la qualité d'aliments qui composent la ration programmée par chaque organisme. D'autre part, toute AA est donnée aux communautés sous la condition que les travaux à réaliser aient l'accord, le financement et la surveillance d'une institution de l'Etat (Ministère de Santé, de l'Enseignement, de l'Agriculture, Cooperacion Popular...). D'ailleurs, depuis 1986, la Corporation pour le Développement (CORDES), organisme gouvernemental, qui est devenue très présente dans toutes les régions du pays, sert d'intermédiaire en canalisant las demandes d'AA de la population vers les différents organismes, et en prenant part à la supervision de l'AA octroyée lorsque l'institution donatrice ne peut pas se déplacer sur le terrain.

Pour l'Etat, ce système permet d'assurer une certaine uniformité de la ration, ainsi que la réalisation des travaux. En même temps, il lui permet d'être présent dans la vie des communautés. Pour le parti politique au pouvoir, présent notamment à travers la CORDES, le système d'articulation lui permet de s'attirer des sympathisants, par gré ou par la force de circonstances.

Pour les institutions non-gouvernamentales, le contrôle du Ministère de la Santé, à fin que "*les aliments utilisés soient susceptibles d'être remplacés par des aliments nationaux*", entretiendrait une certaine monotonie de la ration programmée. Leurs livraisons actuelles se composent de blé, lait en poudre, huile et parfois du riz "*lorsqu'il en a*".

Ces institutions considèrent à l'ONAA comme "*un acteur en plus, un concurrent*". Par contre, elles acceptent avec moins de réticences le contact indirect avec la population, car il leur permet de mettre en oeuvre leurs programmes avec un moindre coût de transport et de personnel.

Le système provoque souvent des conflits, entre les organismes d'AA et les institutions "intermédiaires", soit parce que les modalités de travail de ces dernières, mal acceptées par la population, provoquent l'interruption des travaux d'infrastructure bénéficiaires de l'AA, soit à cause des intérêts politiques divergents.

Depuis la création du P.A.N., les logiques divergentes entre l'Etat et les institutions d'AA se heurtent avec moins de nuances qu'auparavant, ne serait-ce que sur le plan fonctionnel. Ces institutions craignent d'être utilisées pour la réalisation des objectifs sociaux et politiques de l'actuel gouvernement, qui ne sont pas toujours les mêmes que les leurs. Parallèlement, l'Etat leur concède un statut "d'agent de développement", en reconnaissant leurs actions comme nécessaires voire indispensables (tout au moins conjoncturellement). Ce statut leur permet de dialoguer avec les autres "agents sociaux institutionnels" dans un terrain égalitaire, dont la coordination de CARITAS et de l'Institut Rural Valle Grande dans la production de pomme de terre à Huantan serait un exemple.

Au centre de l'interaction de ces intérêts et de ces idéologies antagoniques, se trouve le paysan des communautés, le *comunero*, tiraillé entre ces besoins alimentaires, sa culture et sa perception de l'aide.

L'ACTION.

LE RAPPORT HUANTAN/ORGANISMES AA.

Huantan commence à avoir un contact plus fréquent avec les organismes d'AA à partir de 1982, lorsqu'elle décide de construire un chemin communal pour relier la communauté à la route provinciale.

Lors de cette action, les autorités communales font des voyages à la capitale à fin de sensibiliser des hommes politiques à leurs besoins. La communauté toute entière se mobilise . Elle apportera le travail, mais elle demande des machines, des conseils techniques pour la construction des ponts...et des vivres. Le travail a duré deux ans. La première AA fut donnée par OFASA, pendant 3 mois, et renouvelée une fois pour la même période de temps. La ration ([4]) comprenait :

(4) Toutes les rations assignés étaient calculées à raison de 360 g par travailleur par journée de travail. L'U.D. était estimée à 5 membres. Pour chaque journée travaillait, une U.D. recevait donc 1880 g de nourriture.

Trigor (grains de blé concassés)	150 g
SCM (soja+lait en poudre+farine de maïs)	100 g
Petits pois	30 g
Lait écrémé en poudre	40 g
Huile végétal	40 g

L'ONNA a participé à la dernière étape du travail, en assignant pendant 6 mois une ration qui comprenait :

Blé en grains	150 g
Farine de maïs	100 g
Lait écrémé en poudre	40 g
Poulet ou porc en boîte	30 g
Huile végétal	40 g

Le contact direct avec les organismes d'AA, s'il a des avantages, coûte néanmoins cher aux paysans, en argent et en temps consacré à la gestion. Aussi, ils acceptent d'exposer leurs besoins à un intermédiaire, lequel transmet la demande à un organisme d'AA, la réponse et l'arrivée des vivres se faisant généralement par la même voie. Parfois, plusieurs agents interviennent dans l'action. Par exemple, pour la construction du canal d'irrigation Paria-Cayuna, en juillet 1987, le Ministère d'Agriculture a apporté l'encadrement technologique, la CORDES-Yauyos servait d'intermédiaire et surveillait le travail, et l'ONAA prit en charge l'AA. Dans la ration assignée pour cette occasion, le blé était la seule céréale (au détriment du maïs) et le poisson fut introduit pour la première fois, en échange des viandes en conserve qui se sont avérées un échec d'acceptation.

Blé en grains	250 g
Lait écrémé en poudre	40 g
Poisson en conserve	30 g
Huile végétale	40 g

Les conditions requises pour être bénéficiaires de l'AA varient légèrement d' un organisme à l'autre, surtout en degré d'exigence, mais ils exigent essentiellement : que la demande corresponde à un besoin de la communauté, que le travail réalisé soit important et nécessaire pour son développement, qu'il soit approuvé par les Autorités Communales et voté en Assemblée Générale. La communauté doit disposer d'un dépôt adéquat où les vivres seront stockés (un croquis du dépôt, avec mensuration, doit être remis avant la livraison de la nourriture) et elle doit élire une commission (constitué par un Président, un Secrétaire et 4 membres) qui

prendra en charge le contrôle et la manutention du dépôt, ainsi que la distribution des vivres qui se fera d'après les modalités indiquées par l'institution. La communauté doit présenter à l'institution une liste de la main d'ouvre employée pour le travail assigné, ainsi qu'un calcul approximatif de la durée du même.

Accomplir ces exigences signifie un effort non négligeable pour la communauté : écrire, lire et administrer à partir des écrits est toujours ressentie comme une responsabilité par les paysans, d'autant plus que les intéressés se méfient que les vivres ne soient pas l'objet immédiat et privilégie des rapport d'extorsion.

L'AIDE ALIMENTAIRE A HUANTAN.

TRAVAUX COMMUNAUX ET ALIMENTS : PERCEPTIONS ET ATTITUDES.

La participation aux travaux communautaires (*faenas*) est obligatoire pour tous les membres adultes de la communauté. Lorsque un membre ne peut ou ne veut pas participer, il est contraint d'envoyer une personne à sa place ou bien de payer une amende. Le travail est organisé par les Autorités réunies en Assemblée, et distribué parmi les membres en heures ou journées, selon la durée du travail et le nombre de participants.

Lorsque la communauté reçoit de l'AA pour un travail communautaire, elle veille à ce que le travail ne se concentre pas dans les mains de quelques uns, à fin que tous les membres participants reçoivent des quantités égales de vivres. Cette organisation sociale du travail provoque souvent des conflits entre la communauté et les institutions intervenantes, qui préfèrent compter sur les mêmes travailleurs tout au long de l'oeuvre à réaliser.

A Huantan, la plupart des U.D. ont été en contact avec les programmes d'AA, et pourtant, la perception qu'elles ont des institutions donatrices est assez confuse, et il n'existe pas une vraie différenciation entre CARITAS, OFASA, ONAA, et les autres organisations intervenant à titre intermédiaire.

Par contre, les expressions sont beaucoup plus claires et précises lorsque elles évoquent la raison de l'aide et les vivres qui leur ont été distribués. Une grande partie des U.D. conçoit qu'on leur donne des aliments "*parce qu'on travaille*" ; mais d'autres considèrent qu'on les aide "*parce qu'on a besoin*"

LE REFUS

La population de Huantan qui a reçu l'AA et qui a tendance à la mépriser (ou refuser), n'est pas homogène. Ce sont surtout des U.D. dans la troisième étape de leur formation, avec une logique de régression/restriction, mais aussi des U.D. dans la deuxième et dans la première étape.

Ce qui ont en commun ces U.D. de trois catégories différentes est leur situation économique aisée.

Elles ont des parcelles dans le secteur irrigué, ce qui leur permet de satisfaire leur autoconsommation et de semer de la luzerne (pour leur propre bétail ou pour louer, en recevant en échange du fromage et du lait, et parfois du bétail), ou semer de la pomme de terre à variétés améliorées dont les excédants de l'autoconsommation seront vendus sur place ou dans les villes.

Elles ont du bétail bovin (5 à 10 animaux), qui est la forme de capitalisation la plus recherchée, car il constitue une assurance en cas de besoin monétaire urgent, et il est aussi une source de revenu annuel importante. Ces familles font partie du milieu des producteurs importants de fromage. Elles voyagent souvent en ville, sont en contact avec le milieu marchand et les *ferias*, ou bien elles vendent leur production dans la communauté à un intermédiaire avec lequel elles auront un rapport égalitaire, celui-ci étant généralement un autre producteur important de la communauté. Leur production abondante leur permet de stocker le surplus de fromage frais de façon à s'en servir en époque de basse production comme fromage sec. Elles entretiennent la pratique des prêts de fromage avec d'autres familles ayant aussi une production suffisante ou élevée. Elles sont les clientes principales des familles petites-productrices, lesquelles ont un débouché marchand seulement communal.

D'autres chefs d'U.D. de ce groupe exercent le métier de négociants (de fromage, de bétail) ou de commerçants. Ils ont un contact assidu avec la ville et avec le milieu marchand de la région. Leur perception des rapports avec l'extérieur de la communauté est nécessairement différente de celle des U.D. qui sortent peu de la communauté, mais c'est dans ce groupe que l'on trouve aussi des manifestations de type clienteliste. D'une certaine façon, ces U.D. ont le rôle d'informateurs à l'intérieur de la communauté et par-là, elles jouissent d'un prestige social. Elles sont toujours présentes dans les Assemblées, et soit elles sont appelées à prendre des responsabilités, lorsqu'on leur reconnaît des valeurs "civiques" ou des compétences de gestion, soit elles prennent une position d'opposants énergiques, lorsque

les intérêts de la majorité sont contraires à leurs intérêts commerciaux. D'une manière ou d'une autre, leur présence ressort, évidente, parmi la population de la communauté.

Cette situation économique plus aisée se traduit aussi par un niveau d'instruction plus élevé que la moyenne communale (surtout chez les plus jeunes, qui ont migré en ville pour leurs études secondaires) et par un contact étroit avec la ville (des voyages répétés à la capitale où ils ont des enfants installés).

Néanmoins elles n'ont pas de signes extérieurs de richesse qui pourraient nuire à l'image d'homogénéité cherchée par la communauté. L'essentiel de leur nourriture provient de l'autoconsommation, et l'articulation avec le marché ne se produit pas au détriment d'une diminution généralisée des cultures d'autoconsommation, sauf pour les cultures qui ont trouvé un substitut dans le marché (comme le blé). Elles montrent plutôt des changement à l'intérieur de leur style alimentaire sur un fond d'adaptation et d'évolution : elles consomment plus de viande que la moyenne des U.D., pratiquent souvent l'achat "en gros", par sac de 50 kg, du sel, sucre, farine de blé, ou l' huile par tonneau de 5 l, en prefferant le négociant en camion plutôt que le commerçant de la communauté.

Et pourtant l'aide alimentaire n'est pas catégoriquement refusée. On trouve des formes de détachement, plus ou moins bien définies. En partant du "*parfois c'est nécessaire*", quelque peu ambigu, la notion de besoin se manifeste plutôt vers d'autres catégories : "*C'est une aide, même si nous avons de quoi manger*" ; "*ça aide un peu, surtout pour ceux qui n'ont pas d'animaux*". Les plus vieux, malgré une migration prolongée en ville, montrent une résistance liée à la méconnaissance d'autrui : "*Qui les connait?, ce sont peut-être des étrangers*".

Les aliments sont rarement refusés d'emblée. Ils sont plutôt entourés d'un discours de rejet, de mépris, de méfiance, où des nuances apparaissent faiblement pour reconnaître quelques exceptions bien précisées.

Raquel (74 ans) : "*Ils sont vieux; il y a des toiles d'araignées dans les sacs de farine; ils ne sont pas bons, excepté le Trigor*".

Milacha (57 ans) : " *Il faut se méfier, ils peuvent être vieux. On les donne aux cochons. Le lait on ne l'utilise pas parce que ici il a du bon*".

Olinda (32 ans) : "*L'huile et la farine sont bons; le reste c'est*

pour les chiens".

Le discours de type clientélisme apparait aussi, chez une U.D. dont le chef est une autorité communale : "*Bons, tous ont été utilisés*" (Raida, 63 ans).

Ces U.D. se reconnaissent comme bénéficiaires de l'AA, "*parce qu'on travaille*", se souviennent du travail réalisé, ainsi que du nom des organismes donateurs.

L'ACCEPTATION

Parmi ceux qui ont accepté l'AA on trouve surtout des U.D. dans l'étape installation/accumulation, mais aussi des U.D. dans une version non-réussie de la deuxième étape.

Elles ont une caractéristique commune : tous leurs chefs offrent leur force de travail comme *peón*. A l'origine de leur situation précaire il y a un "handicap" socio-économique. Leurs familles originaires ayant aussi une situation précaire, ils ont reçu un héritage insuffisant en terres et/ou en bétail pour couvrir leurs besoins alimentaires. A cela il faut souvent ajouter les cas des couples "mixtes" (lorsque un des conjoints n'est pas de la communauté, les possibilités d'aide mutuelle se réduisent), ou les cas des veuves avec des enfants en bas âge. Lorsque ces trois éléments se combinent (faible héritage, couple mixte, veuve), l'U.D. est dans une situation très critique : dans la communauté elle est perçue comme pauvre.

Chez les plus jeunes, les études secondaires sont une exception et en général ils ont été incomplets. Les hommes ont souvent fait leurs études primaires au Service Militaire. Néanmoins, ils accomplissent leurs obligations civiques communales avec moins de résistance que ceux de l'autre catégorie sociale. Ils sont conscients de leur rôle dans le rapport de forces qui opposent les "vieux" aux "jeunes" à l'intérieur de la communauté. Ils votent plutôt à gauche, par opposition à ceux de la catégorie précédente qui choisissent les représentants de droite ou finalement "*ceux qui ont le plus de chances d'arriver au pouvoir*". Aussi, le rapport d'opportunisme et de clientélisme est moins présent dans ce groupe, et on trouve par contre une position politique davantage exigeante et pragmatique.

Ces U.D. ont, en moyenne, moins de terres en surface irriguée que celles de l'autre catégorie. Cela ne veut pas dire pour autant qu'elles produisent moins pour l'autoconsommation, car, par exemple, le degré d'abandon de la culture de blé est moins élevé dans cette catégorie que dans la précédente. Elles produisent un peu de tout ce qu'elles consomment. Comme en général elles n'ont pas (ou elles ont très peu) de bétail bovin, elles ne sement pas de luzerne à un degré qui puisse concurrencer les cultures vivrières. Certaines d'entre elles ont innové dans la culture de pomme de terre irriguée avec une nouvelle technologie, et cela a souvent conduit à un échec.

Lorsqu'elles ont du bétail, ce sont surtout des chèvres, "*qui mangent de tout et donnent toute l'année*". La vente de chevreaux et de fromages ne procure un revenu supplémentaire qu'aux U.D. dans la deuxième étape de leur formation, qui ont réussi à former un cheptel de 30 à 40 animaux. Celles qui ont du bétail bovin (2 à 4 animaux), produisent du fromage et du lait caillé pour leur consommation et pour des usages sociaux divers, et vendent de façon irrégulière sur le marché communal.

Dans les conditions de travail existantes à Huantan, la pratique la plus accessible à une U.D. pour couvrir ses besoins, est de s'offrir comme main d'oeuvre. Pourtant, le travail payé est limité à certains moments du cycle agricole (labours avant semis, récoltes, irrigation) et en moindre mesure au pâturage. Mais il est aussi limité par l'existence des 2 modalités traditionnelles couramment utilisées : l'aide mutuelle ou *turnas*, et la rétribution du travail par de la nourriture ou *minga*. Une division sexuelle et par classe d'âge a ici lieu : les plus jeunes cherchent à être rétribués en argent, sous la modalité *peón*; les plus âgés et les femmes en règle générale, doivent se contenter d'être pris en *minga*. Souvent, ces modalités se combinent à l'intérieur de l'U.D. : l'homme travaille comme *peón*, la femme comme *minga* et tous les deux, à un moment ou à un autre de l'année, demandent et rendent l'aide mutuelle par *turnas*, car dans leurs stratégies de survie, le support social est indispensable.

Avec l'argent provenant du travail de *peón*, la femme achète les vivres nécessaires (sucre, sel, huile) chez le commerçant local, au détail, par 100 g ou "par poignée". Lorsque la production n'est pas suffisante, par mauvaise récolte, ou en époque de soudure entre deux récoltes, elles achètent davantage du riz, des pâtes, du blé en grains ou en farine. Mais elles achètent ces aliments aussi tout au long de l'année, soit parce que ceux-ci leur permettent de faire face à la contrainte "temps de préparation" (surtout lorsque son propre travail est surchargé, par migration du chef, par exemple), soit parce qu'elles veulent "varier" le repas du jour. Le riz et les produits dérivés du blé sont largement incorporés aux préparations journalières. Par la façon dont la population

leur a fait une place à l'intérieur de leur style alimentaire (on innove plutôt dans les produits que dans les pratiques culinaires), ont pourrait dire qu'ils ont été re-apropriés, à partir de leur apparition à travers le marché, favorisés par la Politique Alimentaire de l'Etat. Néanmoins, ils n'occupent pas une place privilégie dans la hiérarchie alimentaire ni dans les rapports sociaux comme c'est le cas pour la plupart des aliments locaux.

Dans ces U.D., les éléments de "modernisation" sont présents dans les rapports de production et de consommation, mais ils revêtent des modalités différentes. Pour ces U.D. la notion d'AA est plus réelle.

Benedicta (60 ans) : "*C'est une bénédiction de Dieu; c'est très bien, il faudrait l'augmenter*".

Tola (45 ans) : "*Ca nous aide beaucoup*".

Chez les plus jeunes le discours change:

Elba (28 ans) : "*Actuellement on nous donne moins de choses, il n'y a plus de soya,...de semoule,...et il faut payer le fret depuis la route jusqu'ici : 50 Intis par personne.C'est beaucoup pour nous!*

Genner (32 ans) : "*Dans la construction du pont, j'y ai été. C'était très fort, on chargé des pierres, les femmes. Mon mari était parti travailler à Satipo. Ils allaient nous donner des vivres, ils disaient. Alors on a chargé beaucoup, ça faisait mal au dos et au ventre...*"

Et pourtant la réponse est massive, lorsque l'AA est donnée.

Dans la perception des vivres, il y a une certaine hiérarchisation, qui correspondrait aux besoins.

Benedicta : "*Très bons, on les utilise de différentes manières, on aime beaucoup le soya, le lait en poudre...tout*".

Tola : "*Quelques uns ont bon goût,...mais on les mange tous*".

Elba : "*Quelques uns font mal, comme le lait en poudre et le Trigor qui donnent des coliques, ils sont surement vieux. Les aliments importés, qui sait de quand seront-ils?. D'autres sont bons : le soya, l'huile.*"

Certains aliments, parfois refusés ou acceptés avec méfiance lorsqu'il proviennent de l'AA, sont acceptés s'ils font partie de l'aide familiale, ou bien ils sont achetés dans les commerces locaux, ou auprès des négociants. Le suivi des études de cas montre que les U.D. du groupe "d'acceptation" ou du groupe de "refus", consomment régulièrement de la farine de blé qu'ils achètent par sac de 50 kg, ou au détail, ou bien qu'elles reçoivent de leurs familles, qui à leur tour, l'on reçu de l'AA.

L'UTILISATION DES DENREES : PRATIQUES ET PREPARATIONS.

Lorsqu'ils sont utilisés, les aliments de l'AA ne sont pas destinés à une préparation particulière. Ils composent des plats du quotidien, tout comme les autres denrées achetées chez le commerçant.

Le blé en grains est utilisé dans la soupe, ou moulu en farine pour la préparation des beignets. Avec le SCM on prépare une bouillie épaisse, semblable au *sango* traditionnel, consommée dans le repas du matin.

L'huile, introduite plus récemment par le marché, remplace aujourd'hui presque totalement la graisse animale utilisée autrefois. Le frit est devenue une pratique culinaire régulière. L' huile provenant de l'AA est utilisée pour frire des truites, des oeufs, et parfois des tranches de fromage ou de *yuca* (manioc).

Le lait en poudre est utilisé dans le repas du matin et dans le goûter des enfants, (*pan con leche*) mais aussi dans la préparation des fromages que seront destinés à la vente.

Le poisson en conserve, sardines et thon, est consommé avec le riz, en plat chaud.

Il est probable que l'échec massif d'autres produits (poulet, porc et petits pois en conserve) soit dû à l'impossibilité des paysans à leur trouver une place dans leurs pratiques habituelles, le caractère "inconnu" des produits ne facilitant pas l'innovation. D'une part, la viande est connue soit fraîche soit séchée (*charqui*) ; elle est consommée en soupes et en ragoûts. D'autre part, le marché n'a pas introduit la charcuterie ni les viandes en conserves, et ce sont encore des produits inconnus pour la plupart de la population du Haut Bassin. Lorsqu'ils sont apparus à Huantan, provenant d'un don d'un membre migrant ou des visitants à la communauté, les U.D. n'ont su les utiliser dans aucune préparation.

Nous n'avons pas rencontré de vivres de l'AA dans les plats considérés comme de fête. Par contre, ils font leur apparition dans la *minga*, terrain où l'on privilégie traditionnellement les aliments locaux.

Nous l'avons constaté sur 3 des U.D. études de cas, qui n'ont pas participé aux travaux bénéficiant de l'AA.

Toutes les trois traversent l'étape d'installation /accumulation et ont eu une migration prolongée en ville.

Deux d'entre elles (commerçants et négociants) se sont fait remplacer pour la *faena*, en embauchant de la main d'oeuvre sous la modalité *minga*, la rétribution alimentaire donnée étant constituée par les vivres données par l'AA. La troisième U.D., encore sans terres, faisait une *minga* de pâturage pendant une semaine, et a été rétribuée partiellement avec le blé et l'huile de l'AA.

Ces attitudes sont critiqués par l'ensemble de la population, et surtout par ceux qui travaillent en *minga*. Au niveau purement formel, la quantité et la qualité des vivres reçus est une condition essentielle dans l'établissement ou dans le renouvellement d'un contrat. Mais fondamentalement, dans l'échange du travail par nourriture, le demandeur de main d'oeuvre doit prouver sa valeur et donner ce qu'il produit. Il en va son prestige.

Enfin, la destination de certains vivres pour l'alimentation animale doit être interprétée dans son contexte. Car si le mépris vers ces aliments pour l'alimentation humaine est évident, ils sont intégrés à l'économie domestique au sein d'un ensemble des pratiques, caractéristiques des "comportements à structure de subsistance" (Raybaut, 1981, p.404).

DISCUSSIONS - CONCLUSIONS.

Dans la formation des représentations alimentaires, les aspects matériels et non-matériels étant extrêmement liés, la prépondérance des uns et des autres est toujours difficile à cerner. Après avoir présenté ceux qui sont intervenus dans le cas de l'AA à Huantan, nous tenterons de dégager quelques éléments qui déterminent les attitudes de refus et d'acceptation observées.

Le fait que les aliments ne soient pas choisis par la population, la méconnaissance des organismes donateurs, les rapports souvent conflictuels entre la communauté et les institutions intervenantes, sont autant d'aspects qui interviennet dans les perceptions des rations

assignées. Ils forment une toile de fond idéologique (Bruneton Gouvernatori, 1984) qui a été déterminante pour prédisposer la population à une attitude globale de Refus.

A l'intérieur de cette disposition globale, les expressions se diversifient. La differentiation économique a été mise en évidence comme étant le principal facteur explicatif des comportements distincts des U.D. à l'égard des vivres reçus. Mais il n'est pas le seul. D'autres facteurs agissent, directe ou indirectement, comme nous le montrerons par la suite.

Le degré de modernisation intervient à deux niveaux reliés mais pas directement dépendants : au niveau des U.D. et au niveau communal.

Les U.D. ayant un degré de modernisation plus élevé (études secondaires, utilisation des technologies modernes, séjours prolongés en ville, incorporation des pratiques propres au style alimentaire urbain) sont ouvertes au changement et, en même temps, sont des agents de changement à l'intérieur de la communauté : ce sont elles qui utilisent les vivres de l'AA dans les rapports de production.

Face à l'AA, si dans l'Acceptation ou le Refus intervient leur situation économique différente, l'élément de modernisation tend à les réunir dans une certaine conception plus matérielle de ce fait alimentaire : des notions plus concrètes et moins dépendantes de l'imaginaire interviennent dans leurs perceptions sur la mauvaise qualité des vivres (temps de stockage, importation), par opposition aux perceptions des U.D. ayant un degré de modernisation plus faible, lesquelles entourent les vivres de notions d'altérité ("*étrangers*" et "*inconnus*").

L' élément de modernisation intervient au niveau communal, à travers les nouveaux aliments introduits par le marché. Ces produits ne sont plus étrangers à la population du Bassin (bien que le degré réel d'incorporation au style alimentaire paysan doit être encore mieux cerné). Les résultats de cette étude, ainsi que ceux des études sur la consommation et sur le marché au niveau communal, que nous avons effectué par ailleurs, montrent que :

1) les aliments de l'AA les plus acceptés, sont par ailleurs régulièrement approvisionnés par le marché et habituellement consommés par les U.D. : blé et dérivés, lait en poudre, huile.

2) les aliments qui ont eu en échec massif (viandes et légumes en conserve), à tel point qu'ils ne font plus partie des rations de l'AA, n'ont pas encore été introduits par le marché (d'ailleurs, ils ne sont pas non plus une composante habituelle du style urbain).

Cela nous suggère que l'étude du rôle de l'AA en ce qui concerne les changements des comportements alimentaires, doit inclure l'étude du rôle du marché. Les effets de la modernisation au niveau communal se traduiraient, à travers la connaissance des produits introduits par le marché, par une disposition positive des membres de la comunauté à l'égard des aliments de l'AA.

D'ailleurs, la relation inverse ne se produit pas. Un produit refusé, provenant de l'AA, n'est pas nécessairement refusé aux agents du marché (commerçants ou négociants). On peut formuler l'hypothèse que ces agents sont modelés par des éléments fonctionnels adaptés au contexte social communal, ce que permet à la population de les intégrer à leur système de représentations, et à travers eux, intégrer les produits qu'ils véhiculent.

Il est certain que les manifestations de modernisation et de traditionalisme rejoignent souvent celle de besoin, les faits alimentaires comportant par nature un caractère d'heterogéneité et de simultaneité (Calvo,1983). Le degré de détermination de l'une ou de l'autre est difficile à cerner au niveau du matériel alimentaire, le passage des catégories idéologiques aux niveaux plus concrets des pratiques et de comportements pose des problèmes opérationnels.

D'autant plus qu'au milieu communautaire, une partie importante des décisions prises par une U.D. est en fonction du reste des familles de la communauté (G. de Olarte, 1986). Nous avons constaté que les expressions de refus (qui devraient correspondre à " besoins satisfaits"), n'ont pas lieu lorsque l'interaction individu-aliment se déplace hors du contexte AA, et se place dans celui du marché (modernisation?) et/ou de l'aide familiale (traditionalisme?).

Ces aliments, sont-ils "reconvertis" par les rapports sociaux intracommunautaires, à travers des acteurs intégrés au système de représentations communales?

Grignon (1980) signale que dans les faits sociaux il y a des éléments de nature arbitraire "qui se présentent sous la forme et avec la force de phénomènes naturels, physiques ou biologiques". Il sugère d'intégrer la catégorie du "goût" à l'analyse lorsqu'il s'agit de comprendre des comportements situés à la rencontre du biologique, du culturel et du social.

A l'heure actuelle l'emprise des valeurs (socio-culturaux et économiques) sur le goût, et le degré d'indépendance de cet élément, questione encore la Sociologie de l'alimentation. Nous pouvons simplement avancer que les changements observés à Huantan concernant les perceptions, l'acceptation et le refus d'aliments provenant de l'AA, opèrent dans les limites données par le style alimentaire paysan, lequel est adapté aux conditions de vie et au rhytme d'évolution du groupe

Les analyses qui font l'association paysan-pauvreté-dons d'aliments, illustrent un certain processus idéologique, assez fort en tout cas, comme en témoignent les volumes de l'AA reçue ([5]). Mais cette association est une mauvaise interprétation de la réalité. Malgré la détérioration de leur situation économique et sociale, et leurs efforts pour s'articuler à la société globale , les paysans de Huantan n'ont pas encore intériorisé totalement un mépris de leur culture et de leur style alimentaire, comme condition *sine qua non* pour être et donc pour manger "comme les autres".

Pour finir nous voudrions laisser la parole aux paysans eux mêmes, puisque c'est d'eux qu'il s'agit. Pendant l'année 1986, l'Etat a convoqué officiellement les représentants des communautés paysannes de tout le pays, pour la première fois dans l'histoire du Pérou, pour discuter "de chef à chef" sur leur problèmes et proposer des alternatives de solution. Les documents de ces réunions - *RIMANAKUY* ([6])- illustreraient, à l'échelle régionale et nationale, la perception de l'AA et les conflits qu'elle soulève à propos de changements dans les comportements alimentaires.

Les paysans considèrent que leurs produits sont la base de leur alimentation. Cette alimentation est perçue comme indispensable pour maintenir l'identité du groupe, mais on reconnait souvent qu'elle abonde en hydrates de carbone et que des facteurs adverses (qualité de sols, conditions de production, climat), agissent au détriment de la qualité des produits et de l'état nutritionnel de la population. Les demandes principales présentées à l'Etat tournent autour de l'aide à la production (crédit, appui technique, prix aux producteurs), et de l'éducation (programmes de nutrition et d'hygiène alimentaire), considerés comme les bases pour une alimentation correcte. L'AA est ponctuellement demandée par les communautés des régions les plus pauvres, notamment dans la zone de Puno. Cette demande est toujours orientée vers les produits andins, préciés par leur contenu protidique, et aujourd'hui de plus en plus délaissés par la politique agro-alimentaire (et par les paysans mêmes) : *tarwi*, *quinua*, *Kiwicha* ([7]).

---

(5) Dans la dernière décenie (1976-1986) les dons de céréales, lait en poudre et huile végétale destinés au Perou, se sont accru de 544%, 405% et 1144%, respectivement (FAO, 1983 ; 1987).

(6) RIMANAKUY : réunions à Piura, Huancayo, Cusco, Puno et Pucallpa, entre le chef de l'Etat , Présidant Alain Garcia, et les Présidants des 3200 Communautés Paysannes et des Peuples Natifs de la Forêt, 1986.

(7) tarwi : Lupinus mutabilis.
quinua : Chenopodium quinoa.
kiwicha : Amaranthus Caudatus.
Pour l'importance de ces cultures autochtones dans les systèmes alimentaires andins, ainsi que pour leur potentialités alimentaires et agro-industrielles, voir SALIS, Annette : Cultivos andinos alternativa

D'ailleurs, l'information en nutrition et en hygiène alimentaire est considerée insuffisante est inadaptée. Des critiques apparaissent pour les projets qui, "*sous le prétexte de l'aide, trompent les paysans avec des dons provenants des pays étrangers, avec des doctrines étrangères à notre réalité et à notre identité*" (op. cit;, p. 165). Ils proposent que l'AA soit planifiée, pour éviter qu'elle continue à encourager le paternalisme (op. cit;, p.231). Le système traditionnel de rétribution de services (*ayni, minka, turnas*) est "*détérioré par l'introduction de modalités de rétribution de services avec l'AA, en faisant que les membres des communautés aient des intérêts individuels, ce qui provoque des conflits entre les membres et la communauté*" (op. cit., p. 241).

Enfin, les paysans demandent à l'Etat d'empêcher la perte de leurs traditions alimentaires, à cause de l'introduction des comportements étrangers que détruisent leur identité et la cohesion communale (op. cit;, p. 106).

La quantité et la qualité des interventions démontrent leurs capacités pour identifier, comprendre et communiquer leurs problèmes. Les *communeros* sont conscients que leur situation se détériore de plus en plus et que les éléments traditionnels de cohesion, dont les pratiques alimentaires, n'échappent pas aux effets des conflits internes et externes de la communauté. Ils demandent à l'Etat d'intervenir, mais à partir de leurs propres critères :

"*Pour garantir notre stabilité familiale et notre santé, nous devons consommer ce que nous produisons*" (op.cit., p.276).

---

alimentaria popular? CERA "Bartolomé de las Casas", CEDEP-AYLLU, Cusco, Peru, 1985.

BIBLIOGRAPHIE

AMAT Y LEON, C. ; CURONISY, D. : La alimentación en el Perú. CIUP, Lima, 1981.

BRUNAULT, J. : Le choix alimentaire : emprise psycho-sociale et régulation. Thèse de 3ème cycle, Paris V, Paris, 1981.

BRUNETON GOUVERNATORI, A. : Alimentation et idéologie : le cas de la châtaigne. In : Annales Economie Sociétés et Civilisations, Paris, nov-déc. 1984, 3° année, n°6. pp. 1161-1185.

CALVO, M. : Des pratiques alimentaires. In : Economie Rurale, Paris, mars-avril 1983, n°154. pp.44-48.

DE LA CADENA, M. : Economía campesina, Familia y Comunidad en Yauyos. Maîtrise d'Anthropologie, PUC, Lima, 1980.

FIGUEROA, A. : La Economía campesina de la Sierra del Perú. PUC, Lima, 1981.

FAO : FOOD AID IN FIGURES, 1983.

FAO : FOOD AID IN FIGURES, 1987.

GONZALES DE OLARTE, E. : Economía de la comunidad campesina. IEP, 2da ed., Lima, 1986.

GRIFFIN, PH. : L'aide alimentaire au Pérou. In : L'aide alimentaire pour le développement, OCDE, Paris, 1978. pp.98-119.

GRIGNON, C. ET CH. : Styles d'alimentation et goûts populaires. In : R. franç. socio.,Paris, XXI, 1980. pp.531-569.

LAJO, M. : La Reforma agro-alimentaria. Antecedentes, estratégia y contenido. CERA "Bartolomé de las Casas", Cusco, Peru, 1986.

LAJO, M. : Informe a la I° Asamblea Nacional del CUNA, 19-22 mars, Lima, 1987.

MURRA, J.V. : El "control vertical" de un máximo de pisos ecológicos en las economías de las sociedades andinas. IEP, Lima, 1975.

PROGRAMA ALIMENTARIO NACIONAL (P.A.N.), Instituto Nacional de Planificación, Lima, 1986.

RAYBAUT, P. : Autoconsommation et Société traditionnelle. Thèse d'Etat, EHESC, Paris, 1981.

RIMANAKUY'86. Hablan los campesinos del Perú. CERA "Bartolomé de las Casas", Cusco, Peru, 1987. pp.350.

VELASQUEZ, B. : Estudio Microregional de la Cuenca del Río Cañete. Maîtrise en Economie, UNALM, 1985.